

Temps alloué

Si nous faisons le compte de tout ce que le gouvernement a fait jusqu'à présent, nous pourrions nous croire de retour à l'âge des ténébres.

[Français]

Monsieur le président, on semble chercher constamment des boucs émissaires de ce côté-là de la Chambre. On semble également essayer de couvrir une inexpérience gouvernementale évidente chez les ministériels, afin de cacher leur manque de réalisme et une raison pour blâmer de leurs erreurs tout ce qui existe autour d'eux, y compris évidemment les partis de l'opposition.

Monsieur le président, il est grandement temps qu'ils agissent sérieusement et qu'ils prennent leur responsabilité au sujet de l'inflation, du chômage, de la balance budgétaire. On continue ainsi de l'autre côté de la Chambre. Le gouvernement dans le moment est à mon avis un générateur de confusion. On ne sait jamais de quel côté il va se brancher. On y sent une incertitude continuelle. On va à Jérusalem, on n'y va pas. On aura un rationnement de pétrole, on ne l'aura pas. On aura un contrôle sur l'énergie ou on ne l'aura pas. On favorise les mieux nantis, les corporations dans le domaine de l'énergie en augmentant les prix, en laissant circuler des rumeurs à l'effet qu'il y aura une taxe d'accise qui haussera le prix de l'essence, l'huile à chauffage de 20c., 25c. et 40c. On pense évidemment à l'entreprise privée, aux sociétés. C'est bien, mais on semble oublier complètement, à cause de ces augmentations du prix du pétrole, les travailleurs qui sont obligés d'utiliser le pétrole pour leur travail. On oublie aussi tous les moins nantis qui sont pris par l'inflation, à cause du chauffage de leur domicile, et qui devront trouver l'argent, veut, veut pas, pour s'acquitter de leurs obligations de tous les jours. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Ritchie), je pense, a peut-être dit aussi que si on était bien mal pris, on imposerait certains contrôles.

Le gouvernement actuel, monsieur le président, est en train d'organiser ce que j'appellerais un beau désordre, l'incertitude, et inquiète tout le monde. Il ne semble pas réaliser de plus en plus que le nombre de Canadiens et de Canadiennes qui vivent au seuil de la pauvreté semble augmenter. On n'a qu'à prendre les dernières statistiques du comité du sénat ou de la Commission sur la pauvreté pour voir que, depuis l'an dernier, à ce jour, et étant donné l'inflation, le coût de l'énergie et tout le coût de la nourriture qui s'en viennent, on peut être convaincu que la proportion de la population qui sera en deçà du seuil de la pauvreté aura certainement augmenté dans quelques mois.

Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit depuis quelque temps, je pense que le gouvernement actuel devrait concentrer ses efforts sur des problèmes beaucoup plus sérieux que d'essayer de donner à une classe privilégiée de propriétaires certains avantages et dépenser cette année 575 millions de dollars, et dans quatre ans 3 milliards de dollars. Il ferait beaucoup mieux de concentrer ses efforts sur certains objectifs comme ralentir l'inflation, créer des emplois et garder le Canada uni, plutôt que d'essayer continuellement à trouver des moyens visant à avantager une classe de la société qui n'en a pas essentiellement besoin dans le moment. Il devrait chercher à aider d'autres personnes dans plusieurs autres domaines.

En terminant, monsieur le président, j'aimerais tout simplement demander au président du Conseil privé (M. Baker), qui est absent de cette Chambre dans le moment, s'il a réellement

l'intention que nous reprenions le débat en comité plénier sur les articles du bill C-20, si le président du Conseil privé ou le ministre du ministre des Finances a bien l'intention d'étudier sérieusement, et non pas simplement pour la forme, les amendements que nous avons l'intention de proposer, et aussi ceux qui pourraient venir aussi d'autres partis d'opposition. Il est très important pour nous que démocratiquement nous sentions, en fin de compte que, lorsque notre rôle dans l'opposition est de pouvoir améliorer certains projets de loi du gouvernement, on puisse être écouté de façon sérieuse, et ainsi contribuer à des projets de loi qui aideront non seulement, encore une fois, une classe privilégiée de propriétaires mais qui pourraient aider, en fin de compte, nombre de Canadiens, de Québécois qui pourraient arriver beaucoup mieux à boucler leur budget dans la situation désastreuse qui a été créée par ce gouvernement.

• (1630)

[Traduction]

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Monsieur l'Orateur, nous avons entendu beaucoup de propos farfelus au cours du présent débat, mais les pires ont été ceux du président du Conseil privé (M. Baker) et du ministre des Finances (M. Crosbie). La première niaiserie, et je dirais même le premier gros mensonge, qu'il faut réfuter et bien faire comprendre à la population canadienne est l'histoire qu'il faut adopter ce bill avant Noël pour que les contribuables canadiens puissent profiter du crédit en 1979. Ce n'est tout simplement pas vrai. Tous ceux qui comprennent notre système juridique reconnaissent que ce n'est pas vrai et tous ceux qui ont analysé le bill, qui stipule clairement qu'il s'applique à l'année 1979 indépendamment de la date à laquelle il est adopté, reconnaissent que ce n'est absolument pas vrai. Le président du Conseil privé prétend donc que nous sommes d'une certaine façon obligés de l'adopter avant Noël.

En sa capacité d'adjoint administratif de l'Imprimeur de la Reine, rôle qu'il semble déterminé à jouer à la Chambre, il nous dit qu'il fallait faire imprimer les formules, qu'il n'avait pas de choix, que c'était l'imprimeur qui décidait du programme du gouvernement, que les formules ont déjà été envoyées et qu'il faut donc adopter ce bill avant Noël. Non seulement cela renverse-t-il complètement l'ordre des choses, mais ce n'est en outre absolument pas vrai, et il est temps que quelqu'un aille au fond de la question.

Le deuxième argument invoqué par le gouvernement est que notre parti a retardé l'étude de ce bill parce que nous ne voulons rien accorder aux propriétaires de maisons au Canada.

Une voix: Exact.

M. Rae: Ce n'est pas vrai. C'est un mensonge. C'est un autre mensonge. Je dirai à la Chambre pourquoi c'est un mensonge. C'est un mensonge parce que nous disons de ce côté-ci de la Chambre que les propriétaires et les locataires devraient tous les deux profiter de tout changement apporté à notre régime fiscal. J'entends le député de Brampton-Georgetown (M. McDermid) rouspéter. Il rouspète chaque fois que je prends la parole. Toutefois, le ministre des Finances a dit que notre parti retardait cette mesure législative et ne voulait rien accorder aux propriétaires de maisons, et c'est un mensonge. Nous retardons cette mesure législative, nous posons des questions à son sujet et nous présentons des amendements à cette mesure qui sont sur le pupitre du ministre des Finances et qui